

Nouveaux Cahiers du socialisme



ATTAC Québec, *La dette du Québec : vérités et mensonges*,
Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2016

Emanuel Guay and Charles Guay-Boutet

Number 23, Winter 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92922ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Guay, E. & Guay-Boutet, C. (2020). Review of [ATTAC Québec, *La dette du Québec : vérités et mensonges*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2016]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 225–227.

Audacieuse, cette aventure plutôt cocasse déploie en trame de fond la révolte naissante, mais désarmée d'un citoyen ordinaire contre l'immensité d'une « gamique » internationale. Elle a l'avantage pédagogique de fournir des clés de compréhension et de réflexion à tout citoyen ou toute citoyenne qui partage cette colère, mais se garde de fournir une solution définitive, bien qu'elle en écarte certaines, comme la violence. En sourdine, elle suggère cependant d'approfondir la réflexion militante pour activer intelligemment et stratégiquement les leviers collectifs d'un nécessaire changement de paradigme. À charge pour le lecteur ou la lectrice de choisir la voie de son engagement...

ATTAC Québec

La dette du Québec : vérités et mensonges

Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2016

Emanuel Guay et Charles Guay-Boutet

Une littérature abondante en sciences sociales a étudié l'émergence du néolibéralisme comme paradigme théorique et comme stratégie de gouvernement à travers le monde. Elle a aussi lié cette émergence à l'instabilité économique des années 1970, à l'offensive de droite des années 1980 et à une sorte « d'âge d'or » néolibéral entre l'effondrement de l'URSS et la crise financière de 2007-2008⁵. Nous devons toutefois garder à l'esprit dans nos analyses que le néolibéralisme, tant dans ses formes antérieures que dans sa phase « austéritaire » post-2008, demeure un projet contesté. Parmi les stratégies qui ont facilité l'instauration et la légitimation de politiques néolibérales par les différents paliers de gouvernement ici et ailleurs, les campagnes de peur en ce qui concerne la dette et les dépenses du secteur public occupent une place de choix. Au Québec, on peut associer cette stratégie aux mesures adoptées par le gouvernement Bouchard entre 1996 et 2001 pour l'atteinte du déficit zéro, à la parution du manifeste *Pour un Québec lucide* en 2005 et aux nombreuses compressions budgétaires imposées par les gouvernements au cours des deux dernières décennies.

La dette du Québec : vérités et mensonges, ouvrage dirigé par Audrey Laurin-Lamothe, Chantal Santerre et Claude Vaillancourt au nom de l'Association pour la

5 Miguel A. Centeno et Joseph N. Cohen, « The arc of neoliberalism », *Annual Review of Sociology*, vol. 38, 2012, p. 317-340.

taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), offre de nombreux outils pour démystifier la dette publique du Québec. Le premier chapitre souligne que les gouvernements se privent volontairement de nombreuses sources de revenus, notamment du côté de l'imposition des entreprises, et utilisent alors le déséquilibre entre dépenses et revenus pour justifier de nouvelles rondes de compression (p. 24-25). Le second chapitre, pour sa part, identifie le début des années 1980 comme un tournant dans la gestion des finances publiques au Québec. Avec des réductions de salaire de 20 % dans la fonction publique imposées par le deuxième gouvernement Lévesque lors des négociations de 1982-1983, « le bal des compressions est ouvert et ne se terminera pas » (p. 34). Le troisième chapitre nous invite à distinguer entre la dette brute, la dette nette et la dette du secteur public, en reprochant à des groupes tel l'Institut économique de Montréal de toujours mettre de l'avant la dette du secteur public sans la mettre en contexte, à des fins strictement idéologiques (p. 44-46). Le quatrième chapitre met en lumière les liens entre la montée de l'endettement privé comme stratégie face au désengagement de l'État et la financiarisation des économies capitalistes avancées, la dette des ménages étant devenue un actif financier avec l'augmentation de l'accès au crédit et sa titrisation (p. 59-60). Le cinquième chapitre offre une critique du Fonds des générations, en soutenant que les revenus gouvernementaux qui sont obligatoirement versés dans ce fonds consacré au remboursement de la dette québécoise seraient mieux investis s'ils étaient utilisés pour des dépenses et services qui encouragent la croissance économique (p. 73). Le sixième chapitre pose la question des détenteurs des dettes nationales et montre les avantages d'un endettement pouvant participer à la construction d'une retraite décente pour les épargnants nationaux. La restructuration des dettes souveraines est ainsi envisagée à partir du type de détenteurs qui en assumerait les coûts (p. 86). Le septième chapitre présente les travaux du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde et sa typologie des dettes nationales *illégitimes* (contraires au droit) et *insoutenable* (p. 94-96), ainsi que les processus d'audit de la dette mis au point pour les définir. Puis, le huitième chapitre détermine la part illégitime de la dette québécoise résultant de l'allègement fiscal pour les entreprises et particuliers fortunés – abolition de taxes, crédit d'impôt pour les hauts revenus, recours à la sous-traitance et dépassement de coûts (p. 117) – dans la foulée de la course mondiale au moins-disant et à l'évasion fiscale. Finalement, le neuvième chapitre discute de la « dette écologique » qui, loin de se réduire à des enjeux de tarification et de marchandisation des services écosystémiques, pose des défis fondamentaux pour l'espèce humaine et sa pérennité.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cet ouvrage dans le contexte actuel ? On peut d'abord souligner que les surplus budgétaires dont le gouvernement Legault bénéficie actuellement ne sont pas le résultat des politiques d'austérité appliquées par les libéraux sous Couillard entre 2014 et 2018, mais sont plutôt liés à la hausse de

la croissance économique ontarienne, couplée à une hausse de la consommation des ménages et à des investissements publics et privés⁶. En d'autres mots, l'effet positif des stratégies de réduction des dépenses publiques pour la relance économique québécoise mérite d'être sérieusement remis en question. Par ailleurs, les campagnes de peur autour de la dette publique exercent un effet important sur le climat politique au Québec sans pour autant barrer la route à toute forme de résistance organisée. Nous pouvons par exemple concevoir la grève étudiante de 2012 comme un moment de confrontation entre le discours du gouvernement Charest sur la réduction de la dette publique par la tarification des services et le discours du mouvement étudiant sur la lutte contre l'augmentation des dettes privées liées aux études supérieures. En admettant, plus généralement, que la gestion des affaires économiques est une question politique à part entière⁷, il vaut la peine d'encourager l'arrimage des contre-discours économiques à des mobilisations de masse.

6 Raphaël Langevin et Emanuel Guay, « L'austérité a-t-elle contribué à la relance économique au Québec ? Analyse de l'impact économique des politiques budgétaires des 15 dernières années », *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques*, juin 2018, p. 41.

7 Charles Guay-Boutet, « Économie et pouvoir dans l'enseignement de Michel Foucault (1978-1980) », *Aspects sociologiques*, vol. 22, n°1, 2015, p. 165.